

le BULLETIN

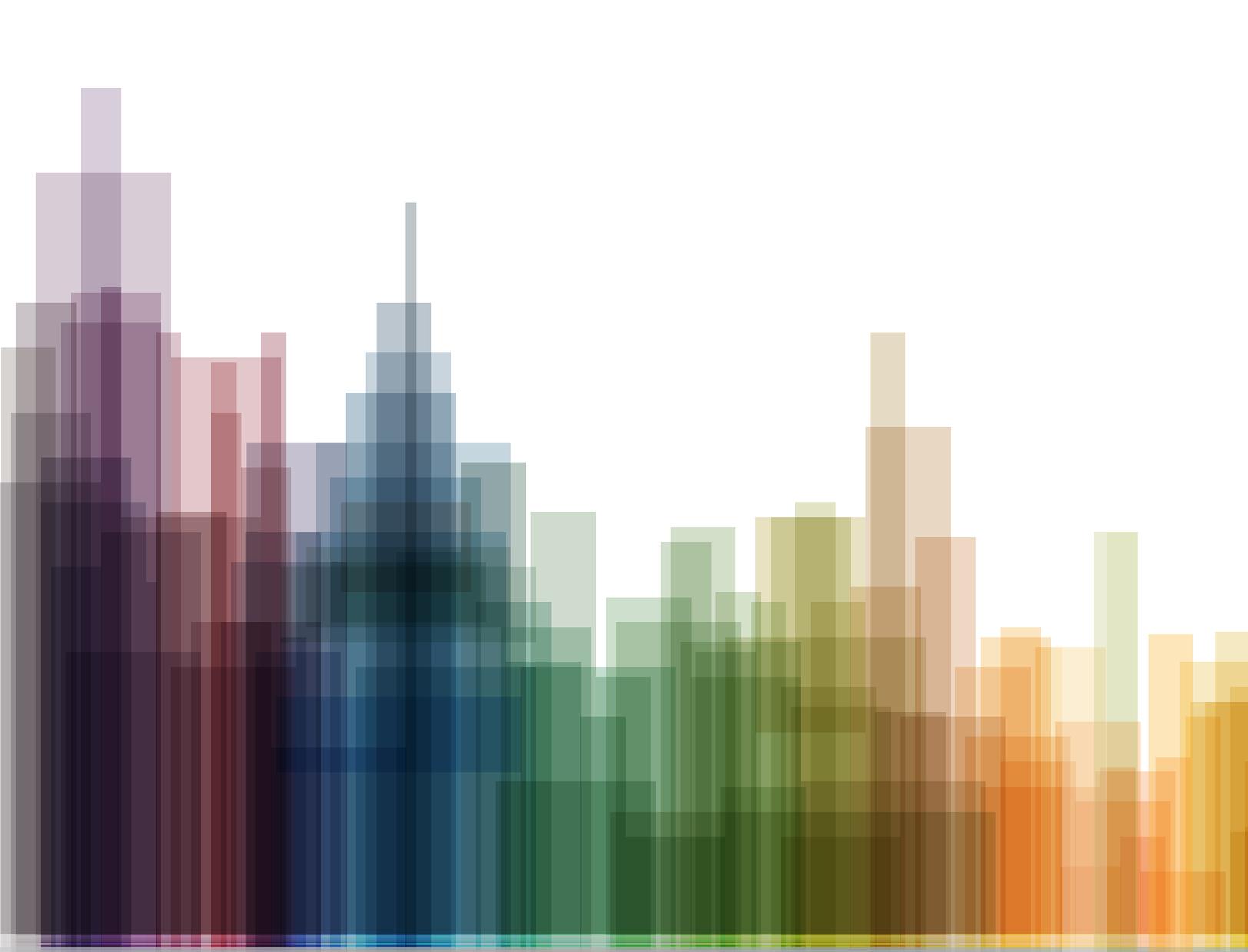
DU BUREAU DE L'ADMINISTRATEUR

Numéro mensuel 2 | Janvier 2019



GRUPE DE LA BANQUE MONDIALE

GRUPE AFRIQUE II



SOMMAIRE

Avant-propos de l'Administrateur	1
Démission du Président de la Banque mondiale et processus de sélection du nouveau Président.....	2
Mission de haut-niveau de la CEMAC à Washington DC	3
Visite de Madame le Gouverneur pour la République du Congo	4
Participation du Bureau de l'Administrateur à la Conférence internationale sur le développement de Cabo Verde	5
Interview de Son Excellence M. Olavo CORREIA, Vice-Premier Ministre de Cabo Verde.....	7
Participation du Bureau de l'Administrateur à la réunion du Groupe Consultatif sur le Sénégal.....	9
Participation du Bureau de l'Administrateur à la Conférence de coordination des partenaires et bailleurs de fonds du G5 Sahel	10
Atelier de réflexion du Conseil d'Administration.....	12
Atelier sur le <i>Policy Hackathon</i>	12
Projets approuvés par le Conseil d'Administration du Groupe de la Banque mondiale qui concernent les pays de notre groupe au cours de la période sous-revue.....	13

AVANT-PROPOS DE L'ADMINISTRATEUR

L'évènement marquant de ce mois est la démission du Président de la Banque mondiale annoncée le 7 janvier 2019 avec effet le 1^{er} février 2019. Cette démission a été une surprise pour l'ensemble du Conseil d'Administration.

Les Administrateurs ont reconnu que les six années et demi passées par Dr. Jim KIM à la tête du Groupe de la Banque mondiale ont permis de faire des avancées importantes parmi lesquelles :

- la réorganisation de la Banque mondiale avec la création des départements techniques (GP) ;
- la forte reconstitution des ressources de l'IDA18 ;
- une plus grande synergie entre les institutions du Groupe de la Banque mondiale avec la mise en œuvre de l'approche de maximisation du financement pour le développement (MFD), de l'approche cascade, et du guichet du secteur privé ;
- la forte implication de la Banque dans l'éradication de la crise d'Ebola et la création de la facilité contre les pandémies ;
- la réforme du processus budgétaire, la revue des dépenses et la restructuration du budget administratif de la Banque pour le rendre soutenable ; et
- la revue de l'actionnariat de la Banque mondiale et l'augmentation du capital de la Banque.

La Banque que Dr. Kim laisse est une meilleure banque financièrement plus solide.

La grande tâche qui incombe maintenant au Conseil d'Administration est de s'atteler à la désignation d'un nouveau Président.

Ce nouveau Président sera désigné conformément à la résolution du Conseil d'Administration de mars 2011 mettant en place un processus de sélection ouvert, transparent et basé sur le mérite.

Au-delà de l'actualité sur la démission du Président de la Banque mondiale, le renforcement de la coopération entre le Groupe de la Banque mondiale et nos pays se poursuit. C'est ainsi que vous trouverez dans ce numéro les comptes rendus : i) d'une mission effectuée les 10 et 11 décembre 2018 par la Communauté Économique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC) auprès des deux institutions de Bretton Woods ; ii) de la visite effectuée à la Banque mondiale le 10 décembre 2018 par M^{me} Ingrid Olga Ghislaine EBOUKA-BABACKAS, Gouverneur de la Banque mondiale pour la République du Congo, et Ministre du Plan, de la Statistique et de l'Intégration Régionale ; et iii) de la participation de MM. Arouna Modibo TOURE, Ministre de l'Économie numérique et de la Communication du Mali et Papa SARR, Ministre et Directeur exécutif de la délégation générale de l'entrepreneuriat rapide du Sénégal, aux travaux de l'atelier sur le *Policy Hackaton* relatif à la promotion de l'innovation dans les PME/PMI en Afrique de l'Ouest, organisé à Washington par la Banque mondiale.

En outre, vous trouverez dans ce numéro les comptes rendus de la participation de mon Bureau à des évènements internationaux concernant certains pays membres de notre groupe à savoir : i) la conférence internationale sur le développement de Cabo Verde, qui a eu lieu à Paris les 11 et 12 décembre 2018 ; ii) la réunion du Groupe consultatif sur le Sénégal tenue à Paris les 17 et 18 décembre 2018 ; et iii) la conférence de coordination des partenaires et bailleurs de fonds du G5 Sahel qui a eu lieu à Nouakchott le 6 décembre 2018.

Enfin, ce numéro relate également les conclusions d'un atelier de réflexion du Conseil d'Administration qui s'est déroulé du 5 au 7 décembre 2018 et dont l'objectif était de permettre aux Administrateurs de discuter entre eux et avec le Président du Groupe de la Banque mondiale, Président du Conseil d'Administration, de leurs priorités pour les deux années à venir.



Jean-Claude TCHATCHOUANG

DÉMISSION DU PRÉSIDENT DE LA BANQUE MONDIALE ET PROCESSUS DE SÉLECTION DU NOUVEAU PRÉSIDENT

Le 7 janvier 2019, le Dr. Jim KIM a convoqué une session extraordinaire du Conseil d'Administration pour informer les Administrateurs de son intention de démissionner de son poste de Président du Groupe de la Banque mondiale à compter du 1^{er} février 2019.

Au cours de son annonce, le Président KIM a exprimé sa profonde gratitude à tous ceux qui l'ont accompagné tout au long de ces six dernières années dans sa noble mission pour mettre fin à la pauvreté dans le monde. Il s'est dit confiant qu'à l'avenir, le Groupe de la Banque mondiale pourra faire face aux nombreux défis auxquels il est confronté, notamment en matière de développement du capital humain, de pandémies, et de fragilité à travers le monde, grâce à l'appui de ses actionnaires et d'un personnel qu'il a qualifié de résolument dévoué et compétent. M. KIM a indiqué qu'il rejoindra le secteur privé pour se consacrer aux questions d'infrastructures et de changement climatique dans les marchés émergents.

Le Conseil a remercié le Président KIM pour son leadership remarquable au cours des six dernières années, qui a permis au Groupe de la Banque mondiale de devenir une institution financièrement solide résolument orientée vers les défis mondiaux et les besoins de ses clients.

Dans l'intervalle, le Conseil demeure confiant de la capacité de la haute Direction de la Banque à conduire les affaires du Groupe de la Banque mondiale et à mettre en œuvre les engagements pris vis-à-vis de ses actionnaires. Aussi a-t-il demandé à la Directrice Générale (CEO) de la Banque mondiale (BIRD/IDA), M^{me} Kristalina GEORGIEVA, d'occuper le poste de Président par intérim du Groupe de la Banque mondiale à compter du 1^{er} février 2019 jusqu'à la désignation du nouveau président.

Le poste de Président de la Banque mondiale est ouvert à tout candidat originaire d'un pays membre conformément à la résolution mise en place en mars 2011 par le Conseil d'Administration.

CRITÈRES DE SÉLECTION DU PRÉSIDENT DU GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE

Pour la désignation du nouveau Président du Groupe de la Banque mondiale, les Administrateurs du Groupe réaffirment le processus de sélection du Président de la Banque mondiale adopté par le Conseil d'Administration en 2011. Ils soulignent l'importance d'un processus ouvert, transparent et basé sur le mérite. Ils ont convenu que les candidats doivent s'engager à mettre en œuvre la « Vision du Futur », document adopté par les Gouverneurs pour guider les actions du Groupe de la Banque mondiale à l'horizon 2030, et les engagements contenus dans le paquet d'augmentation de capital adopté par les Gouverneurs en 2018. Les candidats doivent en outre satisfaire les critères suivants :

- faire preuve d'un leadership avéré ;
- avoir une expérience dans la gestion de grandes organisations avec une exposition à l'internationale et une bonne connaissance du secteur public ;
- être capable d'articuler une vision claire de la mission de développement du Groupe de la Banque mondiale ;
- avoir un engagement ferme et une bonne appréciation pour la coopération multilatérale ; et
- avoir une capacité de communication diplomatique et efficace, ainsi qu'une impartialité et une objectivité dans la conduite des responsabilités liées au poste.

MISSION DE HAUT-NIVEAU DE LA CEMAC À WASHINGTON DC

Une délégation de haut-niveau de la Communauté Économique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC) a effectué une mission à Washington DC du 10 au 11 décembre 2018. Cette mission s'inscrivait dans le cadre du suivi de la stratégie régionale de sortie de crise sur laquelle les six pays de la CEMAC s'étaient engagés avec le FMI lors du Sommet Extraordinaire des chefs d'États tenu à Yaoundé le 23 décembre 2016.

Cette délégation était dépêchée par Son Excellence Idriss Déby Itno à la suite du Sommet Extraordinaire de la Conférence des Chefs d'État de la CEMAC tenue le 25 octobre 2018 à N'Djamena auprès des dirigeants des Institutions de Bretton Woods afin d'examiner les mesures permettant de redynamiser l'exécution de la stratégie régionale de sortie de crise.

La délégation conduite par M. Jean-Marie OGANDAGA, Président du Conseil des Ministres de l'Union Monétaire de l'Afrique Centrale (UMAC) et Ministre des finances du Gabon, était composée du Professeur Daniel ONA ONDO, Président de la CEMAC, M. Abbas Mahamat TOLLI, Gouverneur de la Banque des États de l'Afrique Centrale (BEAC) et M. Halilou Yerima BOUBAKARY, Secrétaire Général de la Commission bancaire (COBAC). La délégation a rencontré successivement le Directeur du Département Afrique et des responsables des départements techniques du FMI, la Directrice Générale du FMI, et le Vice-Président de la Région Afrique de la Banque mondiale.



M. Hafez GHANEM, Vice-Président de la Région Afrique du GBM, entouré des membres de la délégation de la CEMAC. De gauche à droite : M. Abbas MAHAMAT TOLLI, M. Jean-Marie OGANDAGA, le Professeur Daniel ONA ONDO, et M. Halilou Yerima BOUBAKARY.

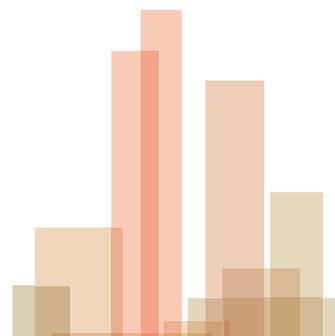


Séance de travail de la délégation de haut-niveau de la CEMAC avec la Direction du FMI.

Le Bureau de l'Administrateur TCHATCHOUANG représentant les pays membres de la CEMAC au Groupe de la Banque mondiale (GBM), en étroite collaboration avec celui de son homologue Mohamed Lemine RAGHANI du FMI, a aidé la délégation à mieux préparer la substance des discussions, et à harmoniser le déroulement des rencontres durant les deux jours de la mission.

Les échanges avec les dirigeants du FMI et du GBM ont permis de relever que, des progrès notables ont été globalement enregistrés au niveau de la mise en œuvre aussi bien de la stratégie régionale que des programmes nationaux de sortie de crise. Cependant, ces efforts n'ont pas permis de sortir la région de la crise, encore moins de relancer la croissance économique. En effet, le taux de croissance de la région demeure très faible, les avoirs extérieurs nets de la BEAC restent inférieurs aux prévisions à fin septembre 2018 et deux pays membres n'ont pas encore conclu des programmes appuyés par le FMI. Enfin, le secteur privé reste peu dynamique dans la plupart des pays et l'intégration régionale stagne, avec un niveau encore trop faible du commerce intrarégional.

La délégation a tenu à réaffirmer l'engagement des États à poursuivre une stratégie solidaire et concertée pour la reconstitution d'un niveau adéquat des réserves, la détermination des États déjà sous-programme avec le FMI à poursuivre les ajustements budgétaires nécessaires et la volonté stricte des deux États sans programme à conclure rapidement les négociations avec le FMI.



Les autorités de la CEMAC ont enfin souligné le rôle crucial des partenaires multilatéraux dans la stratégie de sortie de crise et ont appelé les deux institutions à réfléchir déjà sur la nécessité de poursuivre leur soutien aux pays, au-delà de la période des programmes en cours. Elles ont également relevé la nécessité de prendre en compte les questions sécuritaires et sociales et ont appelé les deux institutions de Bretton Woods à faire preuve de flexibilité et à renforcer leurs engagements dans les pays fragiles de la CEMAC. La délégation a aussi longuement insisté sur la nécessité de renforcer les investissements dans les infrastructures indispensables au développement des échanges intrarégionaux.

M^{me} Christine LAGARDE, Directrice Générale du FMI, a reconnu que l'engagement des autorités de la CEMAC et des Gouvernements à mettre en œuvre des politiques fermes et des réformes en profondeur a permis d'éviter une crise plus profonde. Elle a néanmoins relevé l'urgence pour les pays de poursuivre les programmes d'assainissement budgétaire et les réformes visant à améliorer le climat des affaires et la gouvernance.

M. Hafez GHANEM, Vice-Président de la Région Afrique a tenu à rassurer la délégation du soutien de la Banque mondiale, notamment à travers une assistance technique et des appuis budgétaires programmatiques. Il a insisté sur la nécessité d'accompagner le programme de sortie de crise, par des mesures structurelles devant permettre notamment d'accélérer l'amélioration du climat des affaires, la diversification économique, l'intégration régionale et la mobilisation des ressources intérieures au sein de la CEMAC. La requête d'étendre le support aux institutions régionales, notamment la Commission de la CEMAC et la Banque de Développement des Etats de l'Afrique Centrale (BDEAC) a également été bien reçue. De même, la création en cours d'une direction en charge de l'intégration régionale a été signalée et l'importance du rôle que cette direction pourra jouer auprès de la zone CEMAC a été soulignée. Monsieur GHANEM a enfin souligné la nécessité d'investir dans le capital humain afin d'éradiquer l'extrême pauvreté et renforcer l'inclusion sociale.

VISITE DE MADAME LE GOUVERNEUR POUR LA RÉPUBLIQUE DU CONGO

Madame Ingrid Olga Ghislaine EBOUKA-BABACKAS, Gouverneur de la Banque mondiale pour la République du Congo, et Ministre du Plan, de la Statistique et de l'Intégration régionale, a effectué une mission de travail à Washington le 10 décembre 2018. Elle dirigeait une délégation composée de quatre membres dont S.E. M. Serge MOMBOULI, Ambassadeur de la République du Congo aux États-Unis.

La mission a commencé par une visite de courtoisie à M. Jean-Claude TCHATCOUANG, Administrateur pour la République du Congo auprès du Groupe de la Banque mondiale. Ce fut l'occasion d'un échange sur le partenariat entre le Congo et la Banque mondiale qui a permis de préparer la réunion bilatérale de la délégation avec M. Hafez GHANEM, Vice-Président de la Banque mondiale pour l'Afrique. La Gouverneure a exhorté l'Administrateur à œuvrer activement pour une mobilisation adéquate des ressources de la Banque en faveur de son pays et à poursuivre le plaidoyer pour que l'institution intensifie son appui pour le programme de sortie de crise économique au Congo et dans la sous-région de la CEMAC.

La délégation s'est ensuite entretenue avec le Vice-Président GHANEM, accompagné de ses équipes, pour discuter essentiellement de l'appui budgétaire et de la restructuration de la dette de la République du Congo. La réunion a été aussi l'occasion de passer en revue le portefeuille de la Banque mondiale au Congo, d'analyser l'évolution de l'indice du capital humain dans le pays. Elle a également permis de discuter de l'organisation du Forum des investisseurs Chine-Afrique prévue à Brazzaville dans le courant de l'année 2019 en partenariat avec la Banque mondiale. À la suite de la réunion, deux présentations ont été faites sur la Gouvernance et sur l'Indice du Capital Humain de la République du Congo.

Madame EBOUKA-BABACKAS s'est dit satisfaite des bonnes relations que son pays entretient avec la Banque mondiale et s'est réjouie du niveau des financements de la Banque, notamment en ce qui concerne l'appui récent au programme d'amélioration de la qualité de la statistique. Elle a noté avec intérêt les recommandations du Vice-Président sur la priorité à donner au développement du capital humain. Enfin, tout en rappelant la nécessité d'une plus grande flexibilité de la part de la Banque, la Ministre a réaffirmé l'engagement ferme de la République du Congo et de la région CEMAC à poursuivre le partenariat avec la Banque mondiale.

PARTICIPATION DU BUREAU DE L'ADMINISTRATEUR À LA CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR LE DÉVELOPPEMENT DE CABO VERDE DU 11 AU 12 DÉCEMBRE 2018

La Conférence internationale « construire de nouveaux partenariats pour le développement durable de Cabo Verde » s'est ouverte le 11 décembre 2018 à Paris, sous la présidence effective de Son Excellence M. José Ulisses de Pina CORREIA E SILVA, Premier Ministre de Cabo Verde, avec à ses côtés Son Excellence M. Olavo CORREIA, Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances de Cabo Verde.

L'Administrateur TCHATCHOUANG était représenté par sa Conseillère Principale, M^{me} Fatou DIALLO.

L'objectif de la Conférence internationale était de réunir les partenaires au développement et le secteur privé autour des principaux axes stratégiques pour le développement de Cabo Verde, tels que déclinés dans le Plan stratégique de développement durable et inclusif de Cabo Verde (PEDS) sur la période 2017-2021.

La journée du 11 décembre 2018 a été consacrée à la présentation du PEDS qui intègre les Objectifs de développement durable (ODD) et les principes de l'Agenda 2063 de l'Union africaine. La discussion a rapidement évolué autour des principaux secteurs stratégiques pour le développement de Cabo Verde, à savoir l'économie bleue, l'énergie renouvelable et l'eau, les transports, l'agriculture, le tourisme, l'environnement et les technologies nouvelles. Ce fut l'occasion pour Son Excellence M. Olavo CORREIA de partager le succès des réformes engagées au sein de l'administration publique, les mesures prises par le Gouvernement pour améliorer le climat des affaires, ainsi que la volonté du Gouvernement de se positionner en tant que partenaire fiable au sein de la communauté internationale.

Ce fut également l'occasion de recueillir les perspectives des partenaires au développement, entre autres, la BAD, le PNUD, l'Union Européenne, et la Banque mondiale, qui en la personne de M^{me} Diariétou GAYE, Directrice de la Stratégie et des Opérations pour la Région Afrique, a renouvelé l'engagement de l'institution à accompagner Cabo Verde dans son processus de développement.



Le Premier Ministre José Ulisses de Pina CORREIA E SILVA lors de son adresse à la Conférence.

De manière générale, les participants ont manifesté leur soutien aux orientations stratégiques du PEDS, Ils se sont dit prêts à soutenir les efforts du Gouvernement dans sa mise en œuvre et l'ont invité à mettre l'accent sur les facteurs durables de développement, y compris les infrastructures, les partenariats public-privés et l'éducation. Tous ont également salué les progrès réalisés en matière de bonne gouvernance. Ils ont notamment insisté sur la poursuite des réformes en cours au niveau des sociétés d'État afin de réduire leur niveau d'endettement. Les participants ont par ailleurs invité le Gouvernement à identifier des projets bancables bien structurés pour en faciliter le financement.

Les présentations qui ont suivi sur les instruments de financement mixte (Blended Finance) et innovants ont été particulièrement applaudies par l'ensemble des participants.

Cette première journée de concertation s'est achevée par une communication des intentions d'engagements de la part des partenaires au développement, avec en tête de file le Groupe de la Banque mondiale (245 millions de dollars américains sur 5 ans), la BAD (175 millions d'euros sur 3 ans), et la CEDEAO (100 millions de dollars américains sur 4 ans). Au total, ce sont près de 700 millions de dollars américains d'intentions de financements qui ont été annoncées.

La journée du 12 décembre 2018 a été consacrée au Forum des investisseurs avec pour objectif de présenter les potentialités et opportunités d'investissement dans les secteurs stratégiques identifiés par le PEDS.

Au cours d'un plaidoyer très applaudi, Son Excellence José Ulisses de Pina CORREIA E SILVA a souligné l'ampleur des défis auxquels fait face Cabo Verde pour attirer le secteur privé en vertu de la réalité insulaire et fragmentée du pays, ainsi que de la taille de son marché. Il a rappelé que des réformes sont en cours pour lever les contraintes d'accès au financement du secteur privé et a invité les participants, y compris la diaspora, à se mobiliser autour des axes stratégiques du PEDS.



Le Vice-Premier Ministre Olavo CORREIA lors de son intervention.



La photo de famille des participants à la Conférence Internationale sur le Développement de Cabo Verde autour du Premier Ministre CORREIA E SILVA.

INTERVIEW DE SON EXCELLENCE M. OLAVO CORREIA, VICE-PREMIER MINISTRE DE CABO VERDE, CONFÉRENCE INTERNATIONALE DE CABO VERDE.



S.E. M. OLAVO CORREIA

PARIS, FRANCE, LE 12 DÉCEMBRE 2018

Bulletin du Bureau de l'Administrateur : M. le Vice-Premier Ministre, le Cabo Verde a organisé le 11 et le 12 décembre à Paris sa conférence internationale : « construire de nouveaux partenariats pour le développement durable du Cabo Verde », quel était l'objectif de cette conférence ?

M. Le Vice-Premier Ministre O. CORREIA : Permettez-moi de remercier le Bureau de l'Administrateur pour cette opportunité qu'il me donne de présenter l'objectif de cette conférence et surtout de l'assistance qu'il nous a apporté au cours de la présentation de cet important événement pour l'économie de notre pays. Cette conférence internationale avait pour objectif de réunir les partenaires au développement et le secteur privé autour des principaux secteurs stratégiques pour le développement de Cabo Verde. Nous avons aussi au cours de cette conférence partagé les importantes réformes engagées par le Gouvernement pour améliorer le climat des affaires et faire du Cabo Verde une destination de choix pour les investisseurs.

B.B.A. : Le Cabo Verde est souvent cité comme un exemple de démocratie et de bonne gouvernance en Afrique et dans le reste du monde, ainsi qu'un pays qui a atteint la plupart des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) des Nations-Unies avant 2015. Malgré ce succès, le Cabo Verde reste confronté à des vulnérabilités économiques et environnementales persistantes. Dites-nous comment le Cabo Verde compte relever ces défis ?

VPMOC : Il est vrai que la bonne gouvernance, un système démocratique stable, le travail continu de la population Cab verdienne et le soutien de la communauté internationale ont permis au Cabo Verde d'atteindre la plupart des OMD avant 2015. Cependant, comme vous l'avez dit notre succès reste fragile. En tant que petit Etat insulaire en développement, nous sommes confrontés à des vulnérabilités économiques et environnementales. Le Plan stratégique de développement durable, le PEDS, qui couvre la période 2017-2021 et intègre les Objectifs de développement durable (ODD) et les principes de l'Agenda 2063 de l'Union africaine, nous permettra nous l'espérons de répondre efficacement à ces défis. La mise en œuvre du PEDS nécessitera des investissements importants dans les secteurs stratégiques que sont les énergies renouvelables, les technologies de l'information et de la communication, l'agro-industrie, et le tourisme. C'est pour cela que nous avons organisé à Paris une conférence internationale pour solliciter l'appui des partenaires internationaux et le secteur privé. Cette conférence est une réussite tant au niveau de la mobilisation des ressources qu'au niveau de la présentation du changement de paradigme de développement de Cabo Verde qui met l'accent sur le Cabo Verde comme pays d'opportunités.

B.B.A. : Vous avez mentionné le Plan stratégique de développement durable (PEDS) du Cabo Verde pour la période 2017-2021. Pouvez-vous nous décliner en quelques mots la vision du PEDS ?

VPMOC : Le PEDS est le plan stratégique de développement durable et inclusif à long-terme de Cabo Verde. Il repose sur quatre piliers fondamentaux :

1. Faire de Cabo Verde une économie circulaire intégrée à travers les investissements dans les domaines stratégiques de la connectivité, de l'agro-industrie, de l'économie bleue, de l'économie digitale, du tourisme de l'industrie et des services financiers.
2. Développer une économie durable à travers des réformes structurantes qui mettent l'accent sur la levée des contraintes à la croissance tout en préservant l'environnement.
3. Assurer l'inclusion sociale et réduire les inégalités à travers l'amélioration du système éducatif et de formation professionnelle, la santé et la protection sociale, l'égalité des chances pour les femmes et la jeunesse.
4. Renforcer les institutions démocratiques, de justice sociale et de diplomatie internationale, et faire participer la diaspora encore plus au développement du pays.

B.B.A. : Dites-nous comment la communauté internationale pourrait vous aider à mettre en œuvre le PEDS ?

VPMOC : Nous attendons de la communauté internationale qu'elle nous apporte des financements concessionnels et de l'assistance technique pour nous permettre de poursuivre nos réformes afin d'attirer les investissements privés dans l'économie de Cabo Verde. Ceci nécessitera sans doute l'utilisation d'instruments financiers innovants qui permettront au Gouvernement d'atténuer les risques et de diriger les investissements privés vers des secteurs-clés.

B.B.A. : Le deuxième jour de la conférence internationale était justement consacré au forum des investisseurs, quels sont les secteurs que le Gouvernement de Cabo Verde a identifiés pour les opportunités d'investissement du secteur privé au Cabo Verde ?

VPMOC : La conférence internationale s'est focalisée sur les secteurs d'importance stratégique pour le pays en matière de développement durable, et ayant un impact transformateur. Ce sont l'énergie, l'eau et l'assainissement, l'économie bleue, le transport maritime et aérien, l'agro-industrie, le tourisme. D'autre part, les technologies nouvelles, l'éducation, la recherche, la santé et l'environnement sont considérés comme des secteurs transversaux clés qui pourraient également bénéficier de l'apport du secteur privé. Si l'on prend les secteurs de l'énergie et de l'eau par exemple, ils présentent des contraintes majeures au développement de Cabo Verde. Lever ces contraintes requière des investissements substantiels en matière d'infrastructures structurantes et de technologie, qui ne peuvent être supportés uniquement par le secteur public, bien que nécessaires pour transformer et diversifier l'économie.

B.B.A. : M. Le Vice-Premier Ministre, pour votre mot de la fin, quel est le message que vous souhaiteriez lancer à la communauté internationale, notamment en ce qui concerne vos attentes par rapport à la conférence internationale ?

VPMOC : Nous avons démontré par le passé que nous sommes un partenaire fiable et nous avons voulu à travers cette conférence partager ce succès avec la communauté internationale et le secteur privé, et leur prouver que notre pays reste un bon choix. Ce fut également l'occasion pour le Gouvernement de Cabo Verde de partager sa vision d'un développement inclusif et durable. Nous espérons que les partenaires au développement répondront nombreux à l'appel, particulièrement le secteur privé, et nous souhaitons vivement qu'ils puissent nous accompagner dans notre ambitieux et excitant projet de développement à long-terme.

PARTICIPATION DU BUREAU DE L'ADMINISTRATEUR À LA RÉUNION DU GROUPE CONSULTATIF SUR LE SÉNÉGAL DU 17 AU 18 DÉCEMBRE 2018



Le Président Macky SALL s'adressant aux participants à l'ouverture de la session.

Organisé avec l'appui de la Banque mondiale et du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), le Groupe consultatif pour le financement de la phase II du Plan Sénégal Émergent (PSE) a débuté le 17 décembre 2018, à Paris, sous la présidence effective de Son Excellence M. Macky SALL, Président de la République du Sénégal, avec à ses côtés Son Excellence M. Amadou BA, Ministre de l'économie, des Finances et du Plan du Sénégal.

L'Administrateur TCHATCHOUANG était représenté par sa Conseillère Principale, M^{me} Fatou DIALLO.

L'objectif principal de la réunion du Groupe consultatif était de présenter la seconde phase du PSE, cadre de référence des interventions des acteurs de développement au Sénégal, et ses opportunités d'investissement aux partenaires publics et privés en vue de mobiliser les ressources financières nécessaires pour financer le développement du pays sur la période 2019–2023.

Au cours de la journée du 17 décembre 2018, les partenaires techniques et financiers du Sénégal (PTF) ont passé en revue les résultats probants de la première phase du PSE sur la

période 2014–2018, période au cours de laquelle l'État du Sénégal a su mettre en place des infrastructures structurantes d'appui à la productivité économique. D'importants chantiers ont été ainsi achevés ou lancés, notamment le nouvel Aéroport international de Diass, le prolongement de l'autoroute Dakar-Diamniadio, l'autoroute Thiès-Touba, le désenclavement des zones de production, l'équipement du monde rural, le Train Express Régional (TER), le Parc industriel de Diamniadio, la réhabilitation de la ligne ferroviaire Dakar-Bamako, le développement de nouveaux pôles touristiques, etc.

Selon le Président SALL, ces résultats, marqués par une croissance économique soutenue de plus de 6 % en moyenne, constituent «une source de motivation qui nous invite à maintenir le cap, à améliorer nos performances et à faire plus et mieux en accélérant les réformes».

Au cours de son intervention, M. Hafez GHANEM, Vice-Président de la Banque mondiale pour l'Afrique, a mis l'accent sur les réformes accomplies depuis le lancement du PSE en 2014 dans les secteurs de l'énergie, des télécommunications et de l'économie numérique, et qui ont permis à la Banque mondiale de débloquer un appui budgétaire historique de l'ordre de 180 millions de dollars en faveur du Sénégal. Ce financement approuvé par le Conseil d'Administration de la Banque mondiale trois jours auparavant, le 14 décembre 2019, constitue le plus important appui budgétaire de la Banque mondiale au Sénégal.



Une vue de la salle lors des travaux du Groupe Consultatif sur le Sénégal.

Les PTF ont unanimement manifesté leur enthousiasme à accompagner le Sénégal sur sa trajectoire d'émergence à travers le financement du deuxième Programme d'actions prioritaires 2019-2023 (PAP 2) du PSE, période qui coïncide avec le nouveau Cadre stratégique de partenariat (CPF) de la Banque mondiale avec le Sénégal, et qui vise à soutenir les progrès du Sénégal vers une croissance forte et inclusive. Ils ont exhorté le Sénégal à accélérer les réformes engagées dans les domaines de l'énergie et de l'économie numérique, de l'éducation, ainsi que dans les secteurs de l'agriculture et du foncier qui sont essentiels pour attirer le secteur privé dans le monde rural et favoriser une croissance inclusive. Les PTF ont notamment salué la place importante consacrée au secteur privé dans le PAP 2 en tant que moteur de la croissance et du développement durable.

Son Excellence M. Amadou Ba a par ailleurs présenté les politiques envisagées pour les secteurs prioritaires du PAP 2, à savoir l'énergie et le pétrole, l'agriculture et l'agro-industrie, l'hydraulique et l'assainissement, l'éducation, la santé et la protection sociale, l'économie numérique et le tourisme. Il a rappelé que la seconde phase du PSE sera mise en œuvre dans un contexte de renforcement de l'exploration et de l'exploitation de ressources minières, notamment l'or, le pétrole et le gaz.

Au sortir de cette première journée de concertation, le Sénégal a obtenu des promesses de financements de la part des bailleurs institutionnels d'un montant total record d'environ 7356 milliards de FCFA (plus de 14 milliards de dollars américains). Ce montant représente plus de 2,5 fois l'objectif annoncé de 2850 milliards de FCFA.

Parmi les têtes de file en matière de promesses de financement, figurent notamment : 1) le Groupe de la Banque mondiale avec un appui financier de l'ordre de 3,5 milliards de dollars américains, dont 3,1 milliards de dollars proviendront



Le Président Macky SALL lors des travaux. À ses côtés M. Hafez GHANEM, Vice-Président de la Banque mondiale pour la Région Afrique.

de son volet IDA et 400 millions de dollars de la SFI ; 2) la Banque africaine de développement avec une enveloppe de 2,3 milliards de dollars américains, dont 345 millions seront débloqués pour le financement du secteur privé ; 3) la Banque islamique de développement qui contribuera à hauteur de 1,25 milliard de dollars américains ; et 4) la France qui en la personne de M. Bruno Lemaire, Ministre de l'Économie et des Finances, s'est engagée à contribuer pour plus de 1,5 milliard d'euros à la réalisation des objectifs de développement du Sénégal.

La journée du 18 décembre 2018 a été consacrée au Forum des investisseurs avec pour objectif de présenter les opportunités d'investissement aux partenaires privés afin de les exhorter à participer au financement des infrastructures de développement.

L'évènement s'est tenu à l'hôtel Salomon de Rothschild à Paris.

PARTICIPATION DU BUREAU DE L'ADMINISTRATEUR À LA CONFÉRENCE DE COORDINATION DES PARTENAIRES ET BAILLEURS DE FONDS DU G5 SAHEL

Le 6 décembre 2018, les pays du G5 Sahel ont organisé à Nouakchott, en République Islamique de Mauritanie, la Conférence de Coordination des partenaires et bailleurs de fonds du G5 Sahel pour le financement de la première phase (2019-2021) du Programme d'Investissements Prioritaires (PIP), outil de mise en œuvre de la Stratégie

pour le Développement et la Sécurité (SDS) du G5 Sahel. La Conférence a été organisée par le Secrétariat permanent du G5 Sahel en collaboration avec la République Islamique de Mauritanie avec l'appui des Partenaires techniques et financiers, dont le Système des Nations Unies et l'Union Européenne.

La Conférence s'est déroulée sous la présidence effective de Son Excellence M. Issoufou MAHAMADOU, Président de la République du Niger, Président en exercice du G5 Sahel, en présence de ses Pairs du Burkina Faso, de la République Islamique de Mauritanie, et de la République du Tchad. La République du Mali était représentée par son Ministre de la Défense et des Anciens Combattants.

En plus des délégations des pays du G5 Sahel et des représentants des pays invités, les partenaires bilatéraux et multilatéraux, les institutions financières régionales et internationales, les investisseurs privés nationaux et internationaux, les fonds souverains et les Organisations non gouvernementales (ONG) ont fait le déplacement à Nouakchott. L'Administrateur Jean-Claude TCHATOUANG était représenté par M. Abdoul Salam BELLO, Conseiller de l'Administrateur.

Le PIP comprend 40 projets structurants pour un montant total d'environ 2 milliards d'euros. Il repose sur quatre piliers, à savoir : i) la gouvernance ; ii) la résilience ; iii) la sécurité ; et iv) les infrastructures. Les projets se concentrent sur les régions frontalières de l'Ouest (Niger-Tchad), du Centre (Burkina Faso-Mali) et de l'Orient (Niger-Tchad) du G5 Sahel qui ont besoin d'une politique d'investissement visant à les doter de meilleures infrastructures et à les désenclaver. Les citoyens vivant dans ces régions —y compris les personnes déplacées à l'intérieur du pays et les réfugiés— bénéficieront d'une attention particulière en termes d'accroissement de l'accès à des services de qualité.

Au cours de leurs interventions, les chefs d'État ont mis en lumière le cadre particulier du G5 Sahel, créé pour traiter le lien entre sécurité et développement. Ils ont rappelé que l'approche « tout en sécurité » n'était pas suffisante pour éliminer la violence extrémiste. Ils ont rappelé la particularité du G5 Sahel établi autour du nexus « sécurité et développement » en soulignant les menaces sécuritaires auxquelles font face les pays du G5 Sahel, menaces aggravées par les effets du changement climatique. Ils ont déclaré qu'il fallait redoubler d'efforts pour améliorer l'accès à une éducation de qualité, créer des emplois, instaurer un véritable État de droit et offrir aux populations une vie décente dans la dignité et le respect.

Dans cette perspective, les chefs d'état ont invité les partenaires à investir massivement dans les pays du G5 Sahel en vue d'assurer la stabilité et la prospérité de l'Afrique et du monde. Ils ont également demandé de passer aux actions concrètes pour améliorer les conditions de vie des populations sahéniennes et exhorté les partenaires à concrétiser leurs engagements en vue de la mise en œuvre effective de la première phase du PIP.

Les partenaires ont rappelé les défis majeurs auxquels les Gouvernements du G5 Sahel devraient trouver des réponses appropriées, notamment la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent, la gouvernance, la résilience et le développement humain ainsi que l'amélioration du climat des affaires et le choix judicieux de projets structurants pouvant contribuer significativement à la réduction de la pauvreté.

À l'issue des discussions, les partenaires ont fait des promesses de financements à hauteur de 2,4 milliards d'euros, soit 127 % de plus que l'objectif initial annoncé. Ce niveau d'engagement témoigne de la qualité de la coopération entre les Etats membres du G5 Sahel et leurs partenaires.

À la clôture des travaux, les gouvernements du G5 Sahel et les partenaires ont convenu de poursuivre leurs engagements par le biais de consultations thématiques et sectorielles axées sur les principaux défis de la mise en œuvre du PIP. Ils se sont également mis d'accord sur un cadre de suivi des résultats de la Conférence qui définira les orientations et les principes en vue d'une mobilisation rapide et d'une absorption efficace des ressources.

Il convient de rappeler que le G5 Sahel est une organisation créée en 2014 par le Burkina Faso, le Mali, la Mauritanie, le Niger et le Tchad couvrant une superficie de 5 millions de kilomètres carrés où vivent près de 80 millions d'habitants. Son mandat couvre les domaines de la sécurité et du développement. Le Produit Intérieur Brut (PIB) cumulé des pays membres est proche de 53 milliards de dollars américains (CNUCED, 2018).

ATELIER DE RÉFLEXION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Un mois après sa prise de fonction, le nouveau Conseil d'Administration du Groupe de la Banque mondiale a organisé un atelier de réflexion, du 5 au 7 décembre 2018, à Williamsburg en Virginie à quelques 250 km de Washington DC. L'objectif de celui-ci était de permettre aux Administrateurs de discuter entre eux et avec le Président du Groupe de la Banque mondiale, Président du Conseil d'Administration, de leurs priorités pour les deux années à venir.

L'atelier de réflexion a débuté avec une allocution d'ouverture du Président de la Banque suivi de discussions entre les membres du Conseil, le Président, la CEO de la BIRD/IDA, les COO de la SFI et de la MIGA. Le jour suivant il y a eu des interventions sur les risques macroéconomiques. Puis les Administrateurs se sont retrouvés en cinq petits groupes pour réfléchir à des propositions concrètes par rapport aux différents sujets qui ont été introduits. L'atelier s'est terminé avec un déjeuner-discussions entre le président de la Banque, les Administrateurs et plusieurs membres de la haute direction de la Banque. A l'issue des discussions, les Administrateurs ont retenu les conclusions suivantes :

- Les Administrateurs appuient la proposition d'introduction de plus d'innovation dans les projets financés par le Groupe de la Banque mondiale (GBM) et dans la gestion de la Banque, y compris le fonctionnement du Conseil d'Administration.
- Le Conseil souhaite travailler avec la Direction de la Banque sur un cadre robuste et complet de suivi des risques qui peut faciliter la discussion sur l'appétit de la Banque pour le risque.

- Les Administrateurs retiennent la proposition de la Direction relative à la création d'une unité lucrative au sein de la Banque pour gérer les Services de conseils facturés à certaines catégories de client. De même que celle d'une équipe interne pour initier des projets bancables à financer par des partenaires extérieurs, à conditions que les questions budgétaires, de fixation de prix et de l'application des mesures de sauvegarde du GBM soient examinés.
- Les équipes d'experts en matière de secteur privé et de mobilisation des ressources du secteur privé pour le développement devraient être mises à la disposition des chefs de projet pour les aider à intégrer ces aspects. La Banque doit mettre en place des mesures de performance liées aux engagements avec le secteur privé, et les mémorandums du Président de la Banque accompagnant les projets soumis au Conseil doivent clairement relever les aspects liés aux engagements avec le secteur privé.
- La Banque mondiale doit également inclure dans ses rapports les résultats qualitatifs liés au développement et non pas seulement des résultats quantitatifs, afin de faciliter les innovations. Également, les recommandations du Groupe d'évaluation indépendant doivent être disponibles à temps pour être utiles.
- Le Conseil souhaite une plus grande décentralisation du personnel sur le terrain quitte à en faire une gestion conjointe par toutes les institutions du Groupe et partager les bureaux locaux. Il souhaite également une simplification du processus d'approbation des projets sur la base des risques où certains projets à moindre risques peuvent sauter certaines étapes.

ATELIER SUR LE POLICY HACKATHON

Le 8 janvier 2019, le Mali et le Sénégal étaient invités par la Banque mondiale à Washington à prendre part à un atelier sur la promotion de l'innovation et des PME/PMI (*Startups*) en Afrique de l'Ouest (*Policy Hackathon*). L'atelier a été ouvert par M^{me} Ceyla PAZARBASIOGLU-DUTZ, Vice-Présidente Économie, Finance et Institutions de la Banque mondiale. Son Excellence M. Arouna Modibo TOURE, Ministre de l'Économie Numérique et de la Communication du Mali et

M. Papa SARR, Ministre et Directeur exécutif de la délégation générale de l'entreprenariat rapide du Sénégal ont représenté les deux pays aux discussions. Dans leurs interventions, les deux Ministres ont partagé avec les participants les expériences de leur pays respectifs en matière de consultation avec les PME/PMI (*Startups*) dans les secteurs de l'innovation pour identifier les contraintes à leur essor, adopter des législations pour lever ces contraintes et aider à la mobilisation de financement

de leurs activités. Le Mali a déjà adopté un arsenal juridique complet pour soutenir sa vision dans le secteur du numérique et de l'innovation, offrant un cadre favorable au développement des *Startups*. La prochaine phase consistera à mobiliser des financements dans un fonds commun pour soutenir les projets des *Startups* dans le secteur de l'innovation. Le Sénégal a également, quant à lui, créé une Délégation générale de l'entrepreneuriat rapide doté d'un fonds de 50 millions USD pour la promotion de l'entrepreneuriat local. Ce fonds octroie des prêts, des garanties et des prises de participations auprès des *Startups* éligibles à son financement. A ce jour, 2 millions USD de prêts et de garanties ont été accordés à 44 *Startups* dont 30 % appartiennent à des femmes. Les montants de financements individuels varient entre 5 000 et 100 000 dollars USD assujettis à un taux d'intérêt maximum de 5 %. Les dossiers de financement sont approuvés par un Comité d'investissement avec la participation du secteur privé. Les *Startups* des deux pays étaient représentés par M^{me} Mariam Doumbia, Coordinatrice principale de programme à Donilab au Mali et coordinatrice du *Startup Act* du Mali, et par M^{me} Eva Sow Ebion, fondatrice de *Kinaya Ventures* et Coordinatrice du *Startup Act* du Sénégal. Ces dernières ont noté l'importance du *Policy Hackathon* dans l'élaboration des politiques publiques avec la participation active du secteur privé. Elles ont relevé le rôle important joué par les autorités publiques des deux pays pour promouvoir les *Startups* et ont insisté sur la nécessité d'assurer l'accompagnement technique et financier des opérateurs privés locaux. Dans le cadre de la coopération entre les *Startups* en Afrique de l'Ouest, il est envisagé un partage d'information sur l'approche du *Policy Hackathon* avec le Bénin, le Togo et le Niger. M. Sebastian MOLINEUS, Directeur du Département finance, compétitivité, et innovation de la Banque mondiale a encouragé les deux pays à partager leurs expériences. Il a également indiqué que la Banque mondiale



Le Ministre de l'Économie numérique et de la Communication du Mali, S.E. M. Modibo TOURE, a rendu visite au Bureau de l'Administrateur, en marge de l'atelier.

dispose d'instruments de financement variés pour assurer un accompagnement technique et financier des *Startups* d'Afrique de l'Ouest et a réitéré l'engagement de la Banque à travailler avec les Gouvernements dans cette direction.

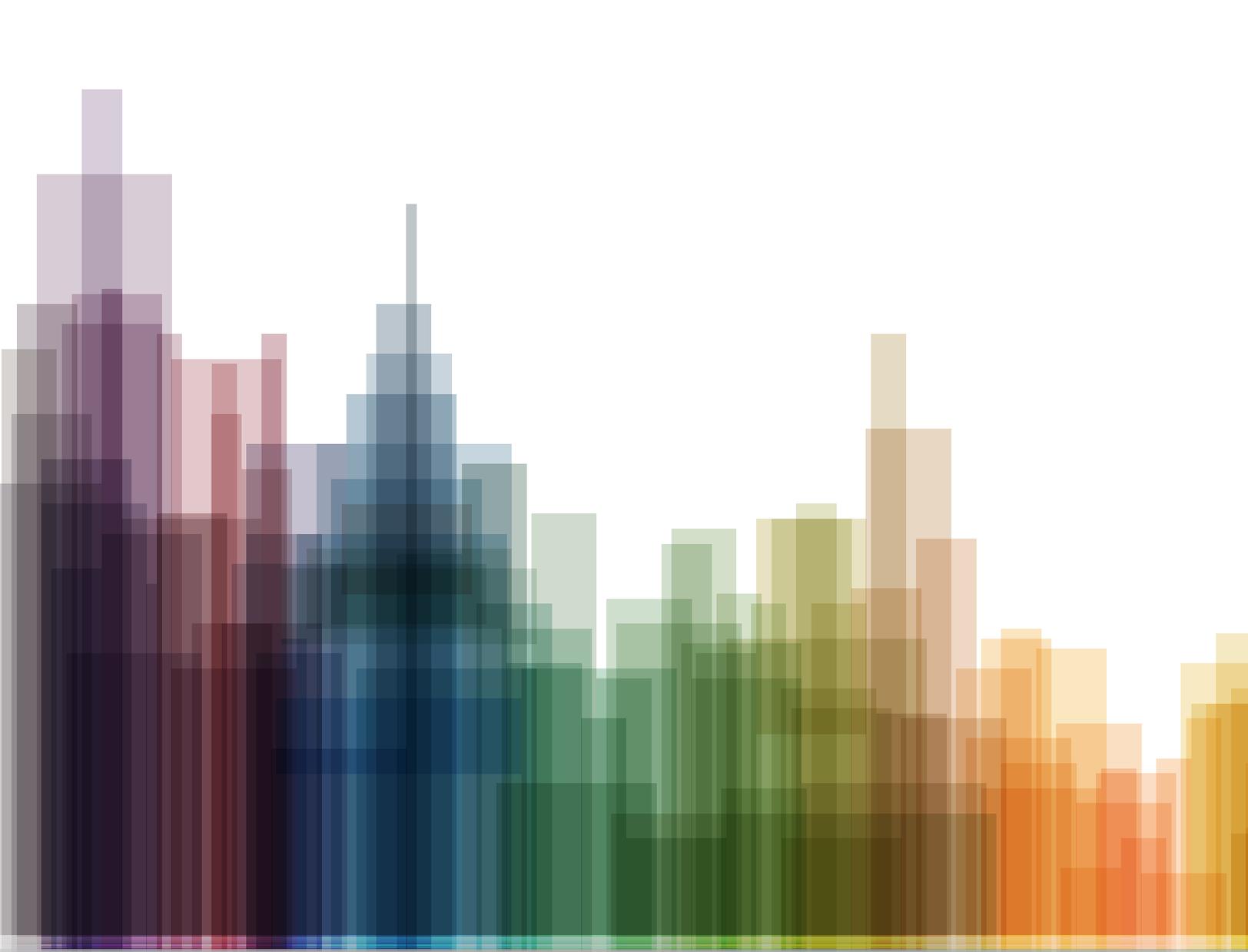
PROJETS APPROUVÉS PAR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE QUI CONCERNENT LES PAYS DE NOTRE GROUPE AU COURS DE LA PÉRIODE SOUS REVUE

Le 19 décembre 2018 – **TCHAD** – Projet de mobilité et de connectivité rurale – \$30 Millions.

Le 3 janvier 2019 – **COMORES** – Revue de la performance et des leçons du partenariat avec la Banque mondiale sur la période couvrant les années fiscales 2014-2021.

Le 3 janvier 2019 – **SÉNÉGAL** – Financement additionnel du projet de filets sociaux - \$57 Millions

Le 3 janvier 2019 – **NIGER** – Projet de filet sociaux adaptatif – \$80 Millions



LE GROUPE AFRIQUE II comprend le Bénin, le Burkina Faso, le Cameroun, Cabo Verde, la République Centrafricaine, le Tchad, les Comores, la République du Congo, la République Démocratique du Congo, la Côte d'Ivoire, Djibouti, le Gabon, la Guinée, la Guinée-Bissau, la Guinée équatoriale, Madagascar, le Mali, la Mauritanie, l'Île Maurice, le Niger, São Tomé & Príncipe, le Sénégal, le Togo.

BULLETIN MENSUEL DU BUREAU DE L'ADMINISTRATEUR DU GROUPE AFRIQUE II (EDS13)

Rédaction : Bureau de l'Administrateur (EDS13)

Édition : Bureau de l'Administrateur (EDS13)

Conception graphique : GCS, Creative Services, Groupe de la Banque mondiale. Illustration © iStock/shuoshu.

Impression : Groupe de la Banque mondiale, Washington, DC.

Pour toute contribution ou suggestion veuillez contacter Abdoul Karim OURO SAMAH,
aallasan@worldbank.org. Tél. : +1 (202) 458 1158 | Fax : +1 (202) 522 1585

Ce bulletin mensuel est aussi disponible sur le site web du Bureau de l'Administrateur, à l'adresse
<http://www.worldbank.org/eds13>.